

Arrêté temporaire n° *Zu.AT_0201*
Portant réglementation de la circulation

RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 2ème partie, signalisation de danger,

VU l'arrêté municipal n°SG-2023-06 portant délégation de signature à Monsieur Jean CORNUAULT, 6ème adjoint,

VU la demande émise par EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES CENTRE NORMANDIE demeurant ZI du Martray 14730 GIBERVILLE aux fins d'obtenir un arrêté de réglementation de la circulation,

CONSIDÉRANT que des travaux remplacement d'enseignes rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 29/10/2024 au 30/10/2024 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU,

ARRÊTE

Article 1

À compter du 29/10/2024 et jusqu'au 30/10/2024, la circulation est interdite sur la voie de gauche, 2 RUE JEAN-JACQUES ROUSSEAU.

Article 2

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES CENTRE NORMANDIE.

Article 3

Monsieur Le Maire de la Ville d'Amboise et Madame la Directrice Générale des Services sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Amboise, le 17 octobre 2024

Pour le Maire,

L'Adjoint au Maire délégué à la voirie



JEAN CORNUAULT

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.